



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 23775

Numéro SIREN : 514 266 675

Nom ou dénomination : L'OPTICIEN AFFLELOU

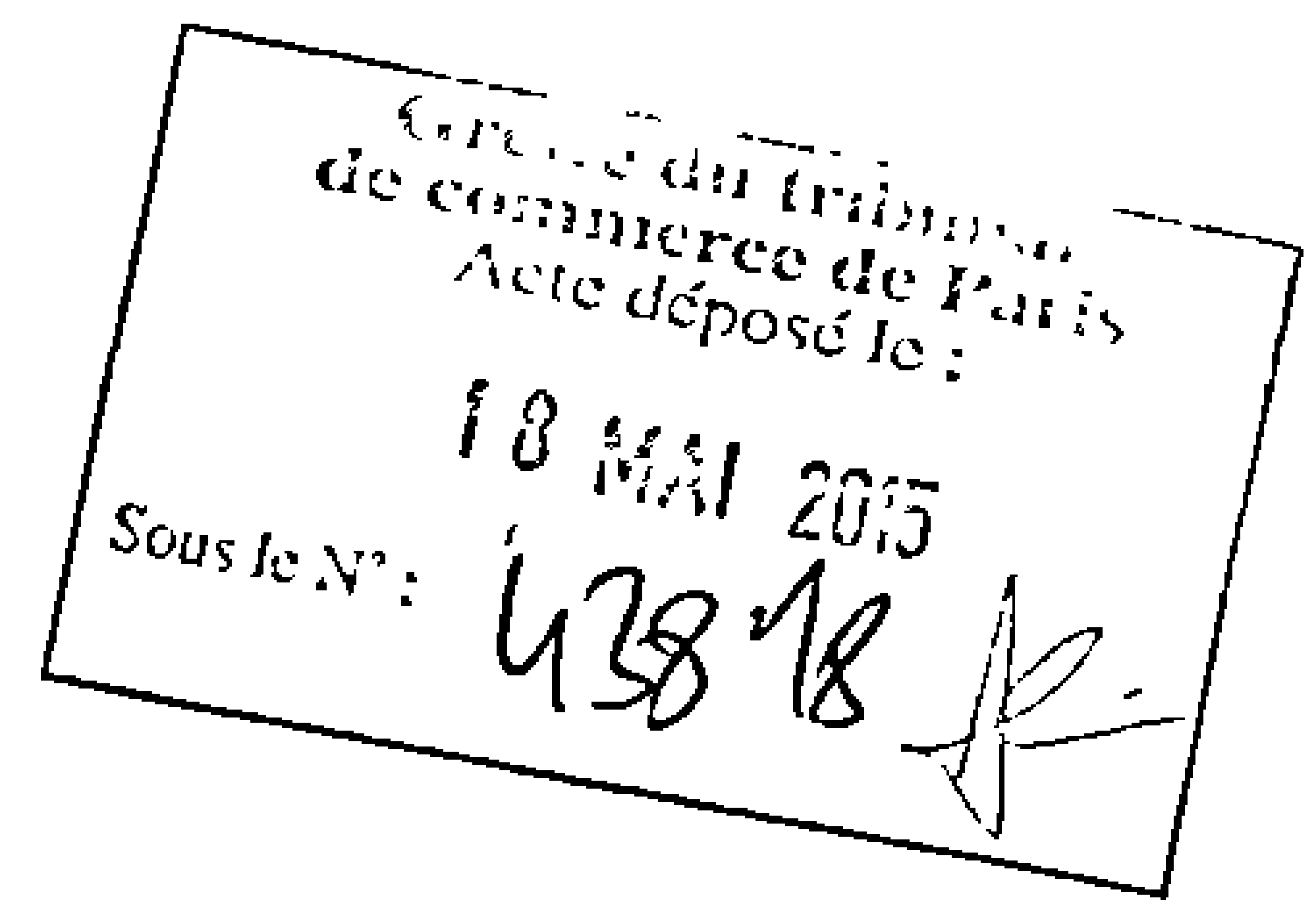
Ce dépôt a été enregistré le 18/05/2015 sous le numéro de dépôt 43818



1504386901

DATE DEPOT :	2015-05-18
NUMERO DE DEPOT :	2015R043818
N° GESTION :	2010B23775
N° SIREN :	514266675
DENOMINATION :	L'OPTICIEN AFFLELOU
ADRESSE :	11 rue d'Argenson 75008 Paris
DATE D'ACTE :	2015/05/12
TYPE D'ACTE :	ACTE SOUS SEING PRIVE
NATURE D'ACTE :	PROJET DE FUSION

AD12105115QR



PROJET DE FUSION

Conclu entre

AB 23775

LA SOCIETE

L'OPTICIEN AFFLELOU

Société par actions simplifiée au capital de 29.750.000 euros
dont le siège social est situé 11, Rue d'Argenson
75008 - PARIS
514 266 675 R.C.S. PARIS

Société absorbante

Et

LA SOCIETE

VGM FINANCE

Société à responsabilité limitée au capital de 60.000 €
11, Rue d'Argenson - 75008 - PARIS
533 275 202 RCS PARIS

Société absorbée

A handwritten signature in the bottom right corner of the page.

LES SOCIETES :

- **L'OPTICIEN AFFLELOU**, société par actions simplifiée au capital de 29.750.000 €, dont le siège social est à PARIS-75008- 11, Rue d'Argenson - R.C.S. PARIS B 514 266 675,

Représentée par Monsieur Frédéric POUX, Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

Société ci-après désignée "la société absorbante" ou L'OPTICIEN AFFLELOU ou LOA.

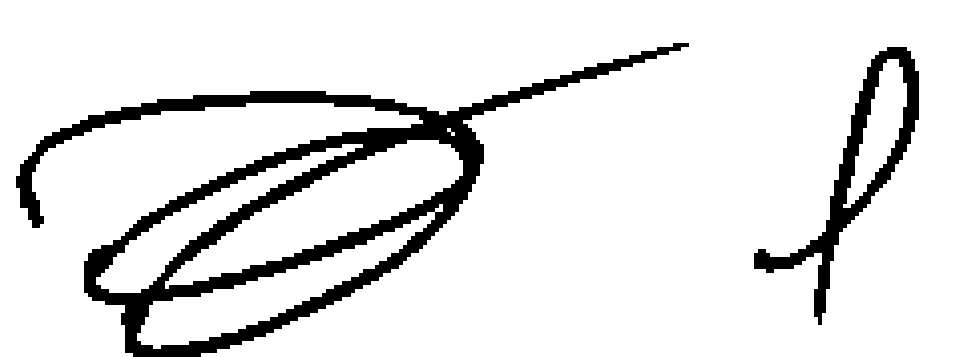
- **VGM FINANCE**, société à responsabilité limitée au capital de 60.000 €, dont le siège social est à PARIS – 75008 – 11, Rue d'Argenson R.C.S. PARIS B 533 275 202,

Représentée par son Gérant, Monsieur Karim NOUIRA, ayant tous pouvoirs à l'effet des présents.

Société ci-après désignée "la société absorbée" ou VGM FINANCE.

Ont établi comme suit le projet de fusion aux termes duquel la société **VGM FINANCE** doit transmettre son patrimoine à la société **L'OPTICIEN AFFLELOU**.

Les stipulations prévues à cet effet sont réunies sous treize articles :



- 1. CARACTERISTIQUES DES SOCIETES PARTICIPANTES**
- 2. REGIME JURIDIQUE DE L'OPERATION**
- 3. MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION**
- 4. COMPTES DE REFERENCE**
- 5. ABSENCE D'ECHANGE DE DROITS SOCIAUX**
- 6. EFFETS DE LA FUSION**
- 7. MODE D'EVALUATION DU PATRIMOINE A TRANSMETTRE**
- 8. DESIGNATION ET EVALUATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS A TRANSMETTRE**
- 9. DECLARATIONS ET STIPULATIONS RELATIVES AU PATRIMOINE A TRANSMETTRE**
- 10. COMPTABILISATION DU MALI DE FUSION**
- 11. DECLARATIONS FISCALES**
- 12. REALISATION DE LA FUSION**
- 13. STIPULATIONS DIVERSES**



1. CARACTERISTIQUES DES SOCIETES PARTICIPANTES

1.1. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE ABSORBANTE

La société **OPTICIEN AFFLELOU** est une société par actions simplifiée qui a pour objet :

- l'achat, l'exploitation, la vente de tous magasins d'optique de détail, d'audioprothèse, de vente de matériels d'acoustique médical et de précision,
- l'activité de vente et d'achat d'ouvrages en métaux précieux, de doublage ou placage en or, d'argent ou de platine,
- la prise de participation de toute société, groupement ou organisme intervenant dans le domaine de l'optique.

Elle exploite en direct un grand nombre de magasins d'optique et audioprothèse sous les enseignes **ALAIN AFFLELOU** et **CLARO AFFLELOU**.

Elle détient en outre à ce jour, suite à diverses opérations de restructuration intervenues au cours de ces dernières années :

- 100 % du capital de la Société **VGM FINANCE**, Société à responsabilité limitée au capital de 60.000 € dont le siège social est situé 11, Rue d'Argenson – 75008 PARIS, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 533 275 202, qui exploite un magasin de vente au détail d'optique et lunettes sous l'enseigne **ALAIN AFFLELOU** sur la ville de METZ.

- 100 % du capital de la Société **VL OPTILAND**, Société à responsabilité limitée au capital de 7.622,45 € dont le siège social est situé 11, Rue d'Argenson – 75008 PARIS, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 381.023.696, qui exploite un magasin de vente au détail d'optique et lunettes sous l'enseigne **ALAIN AFFLELOU** sur la ville de PLAISIR.

Sa durée, fixée à 99 ans prendra fin le 14 août 2108.

Son capital social s'élève actuellement à 29.750.000 €.

Il est divisé en 297.500 actions ordinaires d'un montant nominal de 100 € chacune, intégralement libérées.

Hormis les actions ordinaires composant son capital, la société n'a émis aucune autre valeur mobilière ni consenti aucune option de souscription ou d'achat d'actions ni attribué aucune action gratuite dans les conditions prévues par l'article L 225-197-1 du Code de commerce.

Les titres de capital ne sont pas négociés sur un marché réglementé.

1.2. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE ABSORBEE

La société **VGM FINANCE** est une société à responsabilité limitée qui a pour objet l'activité d'optique, lunetterie, audioprothèse et photographies.

Elle est propriétaire exploitante d'un magasin de vente au détail d'optique et de lunettes situé à METZ (57000) – Centre Commercial Saint Jacques (magasin exploité sous l'enseigne **ALAIN AFFLELOU**).



Son capital social s'élève actuellement à 60.000 €.

Il est divisé en 60 parts d'un montant nominal de 1.000 € chacune, intégralement libérées.

1.3. LIENS DE CAPITAL ENTRE LES SOCIETES PARTICIPANTES

La société absorbante détient, à ce jour, la totalité des parts représentant la totalité du capital de la société absorbée.

Elle s'engage à maintenir cette détention en permanence jusqu'à la réalisation définitive de la fusion.

1.4. CONSULTATION DES INSTANCES REPRESENTATIVES

La délégation unique du personnel de L'OPTICIEN AFFLELOU a été consultée sur l'opération le 27 avril 2015 conformément aux dispositions de l'article L 2323-19 du Code du Travail.

2. REGIME JURIDIQUE DE L'OPERATION

L'opération projetée est soumise au régime juridique des fusions défini par les articles L 236-1 et R 236-1 et suivants du Code de commerce.

Les sociétés participantes étant une société par actions simplifiée et une société à responsabilité limitée et la société absorbante s'engageant à détenir la totalité des parts de la société absorbée en permanence jusqu'à la réalisation de la fusion, les dispositions de l'article L. 236-11 sur renvoi des articles L 236.2 et L 227-1 du Code de Commerce sont spécialement applicables à l'opération, sous réserve du respect de cet engagement.

Au plan comptable, l'opération est soumise au règlement n° 2004-01 du Comité de la réglementation comptable.

Au plan fiscal, elle est placée sous le régime défini à l'article 11.

3. MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION

La présente opération s'inscrit dans le cadre de différentes mesures de simplification et de rationalisation des structures du Groupe FP2A (nouvellement dénommé L'OPTICIEN AFFLELOU) déjà réalisées au cours des cinq dernières années.

Les opérations de restructuration déjà réalisées ont consisté tout à la fois à simplifier les structures lourdes du Groupe, à céder à des franchisés indépendants un certain nombre de magasins et à regrouper divers magasins au sein de structures exploitant déjà, sur la même zone géographique, des magasins de vente au détail de lunettes sous l'enseigne ALAIN AFFLELOU et CLARO AFFLELOU.

La dernière opération réalisée a consisté en l'absorption par LOA de sa filiale AA IDF qui exploitait en direct environ une trentaine de magasins.



Suite à cette fusion, LOA a procédé à l'acquisition de deux sociétés, savoir :

- la société VGM FINANCE, objet de la présente fusion,
- la société VL OPTILAND ci-avant décrite et qui fera également l'objet d'une fusion-absorption concomitante par LOA.

L'organigramme du Groupe L'OPTICIEN AFFLELOU relaté en totalité dans l'exposé préalable à la présente, fait apparaître que l'opération envisagée aura pour effet de faire disparaître les deux seules filiales de la société absorbante, l'objectif étant de ne conserver qu'une seule structure juridique, en vue de limiter les coûts de toute nature et notamment la multiplication des instances sociales permettant d'en favoriser l'harmonisation.

4. COMPTES DE REFERENCE

Les conditions de la fusion projetée ont été établies par les sociétés participantes au vu des comptes annuels de la société absorbée arrêtés au 31 décembre 2014, sous réserve de leur approbation par la société absorbante, associée unique de la société absorbée.

5. ABSENCE D'ECHANGE DE DROITS SOCIAUX

Il ne sera procédé à aucun échange de droits sociaux et, en conséquence, à aucune augmentation de capital de la société absorbante, puisque celle-ci détient à ce jour la totalité des parts composant le capital de la société absorbée et s'est engagée à conserver cette détention en permanence jusqu'à la réalisation définitive de la fusion.

6. EFFETS DE LA FUSION

6.1. DISSOLUTION ET TRANSMISSION DU PATRIMOINE DE LA SOCIETE ABSORBEE

La fusion entraînera la dissolution sans liquidation de la société absorbée et la transmission universelle de son patrimoine à la société absorbante, dans l'état où celui-ci se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion.

A ce titre, l'opération emportera transmission au profit de la société absorbante de tous les droits, biens et obligations de la société absorbée.

Si la transmission de certains biens se heurte à un défaut d'agrément de la société absorbante ou à l'exercice d'un droit de préemption, elle portera sur les créances substituées ou sur le prix de rachat des biens préemptés.

6.2. SORT DES DETTES, DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SOCIETE ABSORBEE

La société absorbante sera débitrice de tous les créanciers de la société absorbée en ses lieu et place et sera subrogée dans tous ses droits et obligations.

Elle prendra en charge les engagements donnés par la société absorbée et elle bénéficiera des engagements reçus par elle, tels qu'ils figurent hors bilan dans ses comptes et ce, le cas échéant, dans les limites fixées par le droit positif.



6.3. DATE D'EFFET DE LA FUSION DU POINT DE VUE COMPTABLE ET FISCAL

Les opérations de la société absorbée seront, du point de vue comptable et fiscal, considérées comme accomplies par la société absorbante à partir du 1^{er} janvier 2015.

7. MODE D'EVALUATION DU PATRIMOINE A TRANSMETTRE

Au regard du règlement n° 2004-01 du Comité de la réglementation comptable, le projet implique des sociétés sous contrôle commun, la société absorbante contrôlant la société absorbée.

En conséquence, les actifs et passifs composant le patrimoine de la société absorbée seront transmis à la société absorbante et donc comptabilisés par elle, selon leurs valeurs comptables.

8. DESIGNATION ET EVALUATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS A TRANSMETTRE

Les actifs et les passifs de la société absorbée dont la transmission à la société absorbante est projetée, comprenaient au 31 décembre 2014 les éléments suivants, estimés à leurs valeurs comptables, comme il est indiqué à l'article 7 :

8.1. ACTIFS

DESIGNATION	BRUT (€)	AMORTISSEMENT PROVISION (€)	NET (€)
- Frais d'établissement	38.000	26.656	12.143
- Concessions, brevet et droits assimilés	5.144	5.144	-
- Un fonds de commerce plus amplement décrit ci-après tel que figurant dans les comptes au 31 décembre 2014, comme suit :			
- METZ - 57000 – Centre Commercial Saint Jacques (ALAIN AFFLELOU),	386.810	-	386.810
- Installations techniques, matériel et outillages industriels	9.351	6.386	2.964
- Autres immobilisations corporelles	194.767	68.688	126.078
- Autres immobilisations financières	37.400	-	37.400
- Marchandises	70.010	-	70.010
- Clients et comptes rattachés	154.834	-	154.834
- Autres créances	92.127	-	92.127
- Disponibilités	98.300	-	98.300
-Charges constatées d'avance	19.614	-	19.614
TOTAL	1.107.159	106.876	1.000.283

8.2. PASSIFS

- Provisions pour risques	2.050 €
- Dettes et fournisseurs et comptes rattachés	605.430 €
- Dettes fiscales et sociales	77.550 €
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés.....	960 €
- Autres dettes	639.651 €

Total des passifs1.325.642 €

8.3. ACTIF NET A TRANSMETTRE

Les actifs s'élevant à 1.000.283 €

Et les passifs à 1.325.642 €

L'actif net négatif transmis s'élève à (- 325.358) €

9. DECLARATIONS ET STIPULATIONS RELATIVES AU PATRIMOINE A TRANSMETTRE**9.1. DECLARATIONS ET STIPULATIONS PARTICULIERES**

Les apports fusions ci-dessus énoncés seront faits sous les charges et aux conditions suivantes :

9.1.1 - La société LOA aura la propriété et la jouissance des biens et droits de la société VGM FINANCE, en ce compris ceux qui auront été omis soit aux présentes, soit dans la comptabilité de l'absorbée à compter du jour où ces apports seront devenus définitifs par suite de la réalisation définitive de la fusion.

Le patrimoine de la société absorbée devant être dévolu dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation de la fusion, toutes les opérations actives et passives dont les biens apportés auront pu faire l'objet depuis le 1^{er} janvier 2015 et la date de réalisation définitive de la fusion seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte exclusif de l'absorbante, qui reprendra en conséquence la totalité de ces opérations dans sa comptabilité.

9.1.2 - Elle prendra en compte les biens et droits apportés, dans leur état actuel sans pouvoir exercer aucun recours contre l'absorbée, ni leur réclamer aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, notamment, pour vices apparents ou cachés, existence d'erreur dans la désignation ou la contenance, quelle que soit cette différence.

9.1.3 - La société absorbée s'interdit formellement jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, si ce n'est avec l'agrément de la société absorbante, d'accomplir aucun acte de disposition relatif aux biens apportés et de signer aucun accord, traité ou engagement quelconque les concernant sortant du cadre de la gestion courante.

9.1.4 - Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à accord ou à agrément d'un contractant ou d'un tiers quelconque, la société absorbée sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à la société absorbante dans les meilleurs délais.

Il est par ailleurs précisé que les biens apportés sont grevés d'inscriptions de privilège de créanciers nantis, tel qu'il ressort de l'état relatif aux inscriptions des privilèges et nantissemements en date du 20 avril 2015 délivré par le Greffe du Tribunal de Grande Instance de Metz, savoir :

- nantissement du fonds de commerce au profit de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Lorraine Champagne Ardenne, volume 202 n°307, date du 16 juillet 2012, pour un montant de 732.000 euros,

- privilège de la sécurité sociale et des régimes complémentaires inscrits au profit de MALAKOFF MEDERIC RETRAITE ARRCO et AGIRC en date du 15 février 2013 pour des montants de 3.560 € (volume 2013 n°46) et 1.591 € (volume 2013 n°47), en date du 21 mai 2014 pour un montant de 2.632 € (volume 2014 n°481), en date du 18 août 2014 pour des montants de 3.916 € (volume 2014 n°697) et 1.211 € (volume 2014 n°701).

Par ailleurs, il ressort de la convention de cession de 100 % des parts sociales VGM FINANCE au profit de LOA en date du 1er et 2 octobre 2014 que ledit fonds reste au surplus grevé de deux inscriptions de nantissement, prises contre la société METZOPTIC, précédent propriétaire :

- Nantissement du fonds de commerce au profit de la Banque Populaire de Lorraine, volume 2001 n°722, date du 17 décembre 2001, montant 307.050 €

- Nantissement du fonds de commerce au profit de la Caisse Crédit Mutuel – 57500- SAINT AVOLD, volume 2001 n°721 date du 17 décembre 2001, montant 320.142,94 €.

Ces deux inscriptions n'apparaissent ni sur l'état des inscriptions des privilèges et nantissemements délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris, ni sur celui délivré par le Greffe du Tribunal de Grande Instance de Metz.

9.1.5 - La société LOA souffrira les servitudes passives grevant ou pouvant grever les biens qui lui sont apportés, à ses seuls risques et périls, sans recours possible contre la société apporteuse.

9.1.6 - Elle se substituera à la société VGM FINANCE dans tous les engagements hors bilan donnés par cette dernière.

9.1.7 - Elle supportera seule avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015 toutes les charges grevant les biens apportés. Elle supportera en particulier tous impôts, primes d'assurances, contributions, loyers, taxes ainsi que toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens apportés et qui sont inhérents à leur propriété ou à leur exploitation.

Elle fera également son affaire personnelle aux lieu et place de la société absorbée, sans recours contre cette dernière pour quelque cause que ce soit, de l'exécution ou de la résiliation à ses frais, risques et périls de tous accords, traités, contrats ou engagements qui auront pu être souscrits par la société apporteuse et notamment les contrats conclus avec la société ALAIN AFFLELOU FRANCHISEUR relatés ci-avant sous la rubrique « Contrat intuitu personae ».

9.1.8 - Elle remplira, dans les délais légaux, toutes formalités requises en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des divers éléments compris dans l'apport-fusion.

9.1.9 - La société LOA bénéficiera de toutes subventions, primes, aides, etc... qui ont pu être allouées à la société VGM FINANCE au lieu et place de celle-ci et sera débitrice des créanciers de l'absorbée au lieu et place de celle-ci, sans que ces substitutions entraînent novation à l'égard des créanciers. Les créanciers de la société absorbée, dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion, pourront faire opposition dans le délai de trente jours à compter de la dernière publication du projet.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'opposition formée par un créancier n'a pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations de fusion.

▪ **Concernant les biens et droits immobiliers**

Monsieur Karim NOUIRA, es qualités au nom de la société VGM FINANCE, déclare que cette dernière ne détient aucun bien immobilier à l'exception des divers aménagements, installations et agencements, auxquels elle a pu procéder dans le cadre de l'occupation de locaux pris à bail dans les conditions ci-après indiquées au paragraphe concernant les baux commerciaux.

▪ **Concernant le fonds de commerce**

Monsieur Karim NOUIRA, es qualités au nom de la société VGM FINANCE, déclare que cette dernière est propriétaire :

- d'un fonds de commerce de vente au détail d'optique et de lunettes, exploité à METZ - 57000 – Centre Commercial Saint Jacques, sous l'enseigne ALAIN AFFLELOU et pour lequel la société est immatriculée au RCS de METZ sous le numéro siret n° 533.275.202.00026.

▪ **Concernant le bail commercial**

Monsieur Karim NOUIRA, es qualités au nom de la société VGM FINANCE, déclare que cette dernière est titulaire d'un bail commercial portant sur des locaux situés à METZ (57000) Centre Commercial Saint Jacques – (enseigne ALAIN AFFLELOU), qui a été consenti à la société ALAIN AFFLELOU SUCCURSALES (aux droits de laquelle vient VGM FINANCE) par la société SCI HAYOTTE le 17 mars 2009 pour une durée de 9 ans à compter du 1^{er} janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2018.

Le loyer mensuel au 1^{er} janvier 2015 s'élevait à 8.900 € H.T / H.C.

Les dispositions du bail prévoient que :

« Le Preneur ne pourra librement céder son droit au présent bail sans le consentement exprès et par écrit du Bailleur. Toutefois, il pourra librement consentir une cession de bail à son successeur dans son commerce. »

Ces dispositions ne sont pas applicables en matière de fusion.

▪ **Concernant les titres de participation**

La société **VGM FINANCE** ne détient aucun titre de participation.

▪ **Concernant le personnel**

La Société **LOA** reprendra l'ensemble du personnel existant au sein de la Société **VGM FINANCE**, soit 4 salariés.

Il est précisé que Mademoiselle Célia BRON a été convoquée le 4 mai 2015 à un entretien préalable en vue d'un licenciement pour motif personnel qui aura lieu le 21 mai 2015. Elle fait l'objet d'une procédure de mise à pied à titre conservatoire.

▪ **Concernant les contrats intuitu personae**

Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à accord ou agrément d'un cocontractant, ou d'un tiers quelconque, notamment les contrats souscrits auprès de compagnies d'Assurances ou de banques, la société **VGM FINANCE** sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à la société **LOA**, au plus tard le 31 mai 2015.

Il est notamment rappelé que le fonds de commerce est actuellement exploité par **VGM FINANCE** sous l'enseigne **ALAIN AFFLELOU**. La société dispose du droit d'usage de cette enseigne en vertu d'un contrat de franchise n°11-066 en date du 13 juillet 2011. Ce contrat de franchise a été conclu pour une durée couvrant une période initiale allant du 13 juillet 2011 pour expirer le 31 décembre 2012 ; il se poursuit conformément aux dispositions de l'article III dudit contrat.

Le contrat de franchise prévoit en son article XX, un droit de préemption et d'agrément au profit de la société **ALAIN AFFLELOU FRANCHISEUR**, en cas de cession de fonds de commerce, de droit au bail dans lequel le fonds de commerce est exploité ou encore en cas de cession des parts ou actions de la société exploitant le fonds de commerce.

▪ **Concernant les droits et biens incorporels**

Monsieur Karim NOUIRA, es qualités au nom de la société **VGM FINANCE** déclare que cette dernière n'est propriétaire d'aucun autre droit et bien incorporel que ceux visés ci-avant.

▪ **Concernant les conditions particulières de la documentation bancaire**

La présente opération de restructuration n'est soumise à aucune restriction ni autorisation au titre de la documentation bancaire.

9.2. DECLARATIONS ET STIPULATIONS RELATIVES A LA PERIODE INTERCALAIRE

La société absorbée rappelle qu'elle n'a réalisé aucune opération significative sortant du cadre de la gestion courante et en particulier.

Elle s'interdit jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, si ce n'est avec l'accord de la société absorbante, d'accomplir des actes ou opérations de cette nature.

Elle précise que, en outre, depuis le 1^{er} janvier 2015, elle n'a mis en distribution ou prévu de mettre en distribution, aucun dividende ou acompte sur dividende.



10. COMPTABILISATION DU MALI DE FUSION

L'écart négatif constaté entre :

- l'actif net à transmettre, soit (- 325.358) €
- et la valeur nette comptable des parts de la société absorbée dans le bilan de la société absorbante, soit 60.000 €
- soit (- 385.358) €

constitue un mali de fusion qui sera comptabilisé comme suit :

- à l'actif du bilan de la société absorbante dans un sous-compte « mali de fusion » du compte « fonds commercial », à concurrence du mali technique tel qu'il est défini par le règlement n°2004-01 du Comité de la Réglementation comptable et dont le calcul figure en annexe I, soit à concurrence de 153.145 €.
- et dans le résultat financier de la société absorbante, à concurrence de 232.214 €.

11. DECLARATIONS FISCALES

11.1. IMPOT SUR LES SOCIETES

En matière d'impôt sur les sociétés, les parties déclarent que la fusion est placée sous le bénéfice des dispositions de l'article 210 A du C.G.I. En conséquence, Monsieur Karim NOUIRA, és qualités, engage expressément la société LOA à respecter les prescriptions légales et notamment et le cas échéant :

- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées, d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société VGM FINANCE à la date de prise d'effet de la fusion,
- à réintégrer dans ses bénéfices imposables dans les délais et conditions fixés par le 3 d) de l'article 210 A du C.G.I., les plus-values éventuellement dégagées sur les biens amortissables.

La cession d'un bien amortissable, entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente au bien cédé qui n'aura pas encore été réintégrée.

- à reprendre, dans ses écritures, les biens apportés à leur valeur nette comptable, pour la valeur brute qu'ils avaient dans les écritures de la société absorbée, avec reprise des amortissements et provisions pour dépréciation passés par cette dernière et à continuer de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient ces biens dans les écritures de la société absorbée, les apports devant au surplus être et demeurer soumis au régime prévu aux articles 210 A et 210 B du C.G.I.

- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée en reprenant à son bilan les écritures comptables de la société absorbée (prix de revient des éléments considérés, provisions pour dépréciation constituées en franchise d'impôt).



- à reprendre à son passif, les provisions de la société **VGM FINANCE** dont l'imposition aurait été différée.
- à se substituer, le cas échéant, à la société **VGM FINANCE** pour la réintégration des plus-values afférentes aux éléments qui lui sont apportés et dont l'imposition aurait été différée chez cette dernière.
- à réintégrer, le cas échéant, dans ses bénéfices imposables, la fraction des subventions d'investissement qui ont été accordées à la société absorbée au titre de la création ou de l'acquisition d'immobilisations et qui n'a pas encore été rapportée aux résultats de l'absorbée.
- à joindre à la déclaration de résultat de la société **LOA**, un état de suivi des valeurs fiscales des biens bénéficiant d'un report d'imposition (Article 54 septies du C.G.I.), cet état sera joint à la déclaration de résultat souscrite au titre de l'exercice de réalisation de la fusion et des exercices suivants, tant que subsisteront à l'actif du bilan des éléments auxquels est attaché un report d'imposition.
- à tenir à la disposition de l'administration un Registre du suivi des plus-values sur éléments d'actif non amortissables donnant lieu à report d'imposition (Article 54 septies du C.G.I.) ainsi qu'à le conserver dans les conditions prévues à l'article L 102 B du Livre des Procédures Fiscales jusqu'à la fin de la troisième année qui suivra celle au titre de laquelle le dernier bien porté sur le Registre sera sorti de l'actif de son bilan.
- à reprendre l'engagement de conservation des titres de participations acquis depuis moins de deux ans par la société absorbée et bénéficiant du régime des sociétés mères.

Les parties précisent en tant que de besoin que la présente fusion aura sur le plan fiscal la même date d'effet que sur le plan juridique, soit le 1^{er} janvier 2015.

11.2. T.V.A.

11.2.1 - La société **LOA** sera, de convention expresse, purement et simplement subrogée dans les droits et obligations de la société apporteuse. En conséquence, la société **VGM FINANCE** transférera purement et simplement le crédit de TVA dont elle disposera au jour de la réalisation définitive de la fusion.

La société **VGM FINANCE** adressera au service des impôts dont elle relève une déclaration en double exemplaire, mentionnant le montant du crédit de TVA transféré à la société **LOA**.

11.2.2- Par ailleurs, les soussignés, ès-qualités, au nom des sociétés qu'ils représentent, déclarent qu'ils entendent se prévaloir des dispositions de l'article 257 bis du CGI qui dispensent de TVA la livraison de l'ensemble des biens appartenant à l'universalité transmise (stocks, biens mobiliers corporels ou incorporels d'investissement). Pour ce faire, ils prennent l'engagement de porter le montant de l'apport sur leur déclaration de TVA respective du mois de réalisation de la fusion.

Par le jeu des dispositions précitées, la société **LOA** sera donc réputée continuer la personne de la société **VGM FINANCE** en poursuivant l'exploitation de l'universalité transmise. Elle procédera, s'il y a lieu, aux régularisations de droits à déduction et aux taxations des cessions ou livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la transmission et qui auraient en principe incombé à l'absorbée si cette dernière avait continuée à exploiter elle-même l'universalité transmise.



Les apports de biens immobiliers susceptibles d'être soumis à la TVA de plein droit ou sur option sont déclarés inexistants.

11.3. ENREGISTREMENT

La fusion intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code Général des Impôts.

La formalité sera donc requise sous le bénéfice du seul droit fixe de 500 €.

11.4. AUTRES DISPOSITIONS EN MATIERE FISCALE

La société **LOA** reprend le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par la société **VGM FINANCE** à l'occasion d'opérations antérieures ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement, d'IS, de TVA ou de CET.

12. REALISATION DE LA FUSION

La fusion projetée est subordonnée à la réalisation de la condition suspensive suivante :

- approbation de l'opération par l'Associé Unique de la société absorbante.

La fusion deviendra définitive à l'issue de cette assemblée. A défaut de réalisation de l'opération, le 31 juillet 2015 au plus tard, le présent projet sera considéré comme nul et de nul effet, sans indemnité de part ni d'autre.

13. STIPULATIONS DIVERSES

13.1. POUVOIRS POUR LES FORMALITES

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer tous dépôts, mentions ou publications où besoin sera, ainsi que, plus généralement, pour effectuer toutes formalités qui s'avèreraient nécessaires dans le cadre de la réalisation de la fusion et, notamment, les dépôts au Greffe du Tribunal de Commerce.

Les sociétés participantes s'engagent à donner les signatures nécessaires à l'accomplissement de toutes formalités relatives à l'opération projetée.

13.2. FRAIS ET DROITS

Les frais, droits et honoraires occasionnés par la fusion seront supportés par la société absorbante.

Pour la société **LOA**
M. Frédéric POUX

Fait en six originaux
A PARIS
Le 12 mai 2015

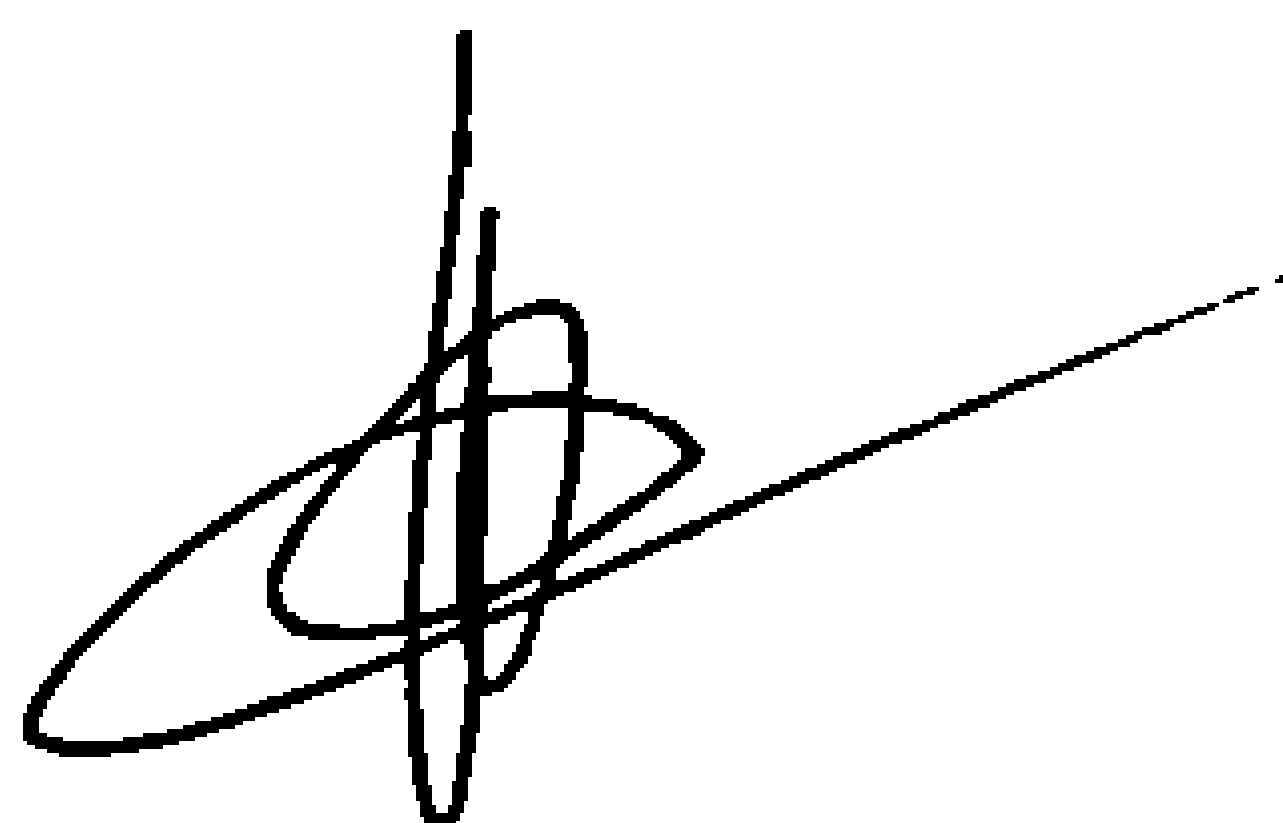
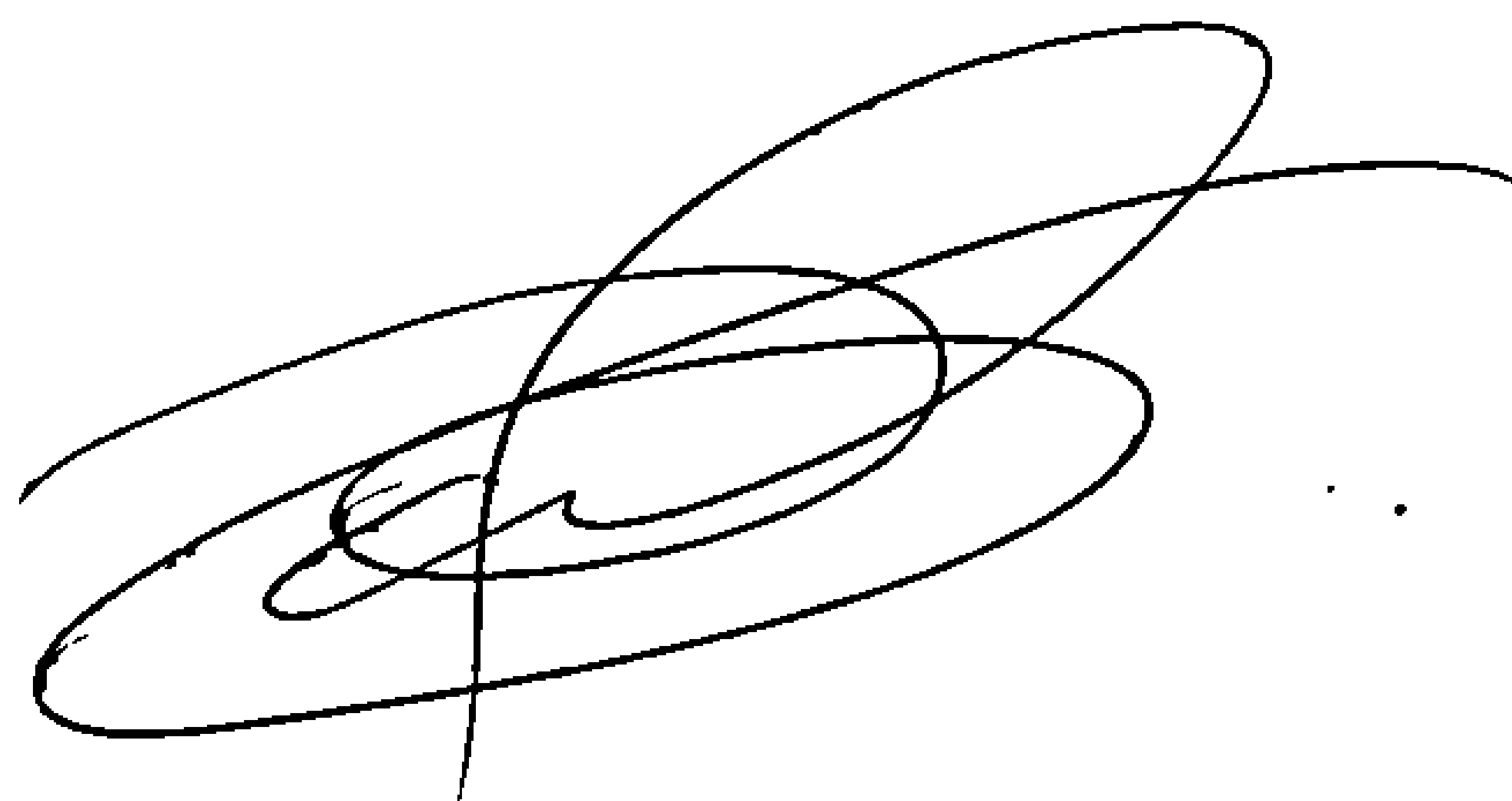
Pour la société **VGM FINANCE**
M. Karim NOUIRA

ANNEXE 1

Situation nette de VGM FINANCE lors de l'acquisition (-93.145 €)

Mali technique (*différence entre le prix d'achat des titres et la SN lors de l'acquisition*)

Soit (60.000 € + 93.145 €) = 153.145 €

A handwritten signature consisting of a vertical line with a loop and a diagonal stroke extending to the right.A large, stylized handwritten signature with multiple overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.